

Souvenirs d'Édouard Bonnefous sur le congrès européen de La Haye (Septembre 1998)

Légende: En septembre 1998, évoquant le cinquantième anniversaire du congrès de l'Europe à La Haye, l'ancien parlementaire et ancien ministre français Édouard Bonnefous livre dans la Revue des Deux Mondes son témoignage personnel sur les origines et sur les suites du congrès de mai 1948.

Source: Revue des Deux Mondes. Septembre 1998. Paris.

Copyright: (c) Revue des Deux Mondes

URL:

http://www.cvce.eu/obj/souvenirs_d_edouard_bonnefous_sur_le_congres_europeen_de_la_haye_septembre_1998-fr-6f95f2e2-70d8-4164-bd5b-d3f484211781.html

Date de dernière mise à jour: 07/09/2012

Le congrès de La Haye hier et aujourd'hui (1948-1998)

par Édouard Bonnefous

Pendant la guerre et les longues heures de la Résistance, nous rêvions à la paix et nous nous demandions sans cesse comment faciliter la réconciliation indispensable. Mais pacifier durablement l'Europe ne pouvait se faire et réussir que dans l'union. Dès notre arrivée au Parlement en 1946, mes collègues de la jeune génération et moi-même avons décidé de consacrer tous nos efforts à cette vaste entreprise. Avant la réunion du congrès de La Haye du 7 au 10 mai 1948, l'idée européenne avait déjà été l'objet de nombreuses réflexions, discussions et initiatives.

Avant le congrès de mai 1948

Après avoir participé avec mon collègue et ami Félix Gaillard aux travaux de l'Union parlementaire européenne réunie à Gstaad en septembre 1947, j'avais présenté, le 10 mars 1948, à l'Assemblée nationale - conjointement avec Rivet, Menthon et André Noël -, une résolution tendant à inviter le gouvernement à proposer la réunion d'une « assemblée constituante européenne ». Cette proposition avait été signée par une centaine de députés, parmi lesquels on retrouvait Pierre Grouès, plus connu par la suite sous le nom d'abbé Pierre. Il s'agissait de demander la tenue rapide d'une assemblée qui aurait pour mission de fonder les institutions permanentes d'une Fédération européenne démocratique. « La nécessité d'une association économique et politique des divers pays européens n'est plus discutée par personne en France », écrivions-nous alors. « Le destin de l'Europe entière dépendra du succès ou de l'échec, dans les mois prochains, de l'œuvre d'unification déjà commencée ». Cette proposition fut renvoyée à la commission des Affaires étrangères, que je présidais alors. Un rapport présenté les 23 et 24 juillet suivants précisait l'objet de la future Assemblée :

- rédiger une déclaration internationale des droits de l'homme et des peuples;
- coordonner les accords liant les nations occidentales en étudiant et en proposant un plan général d'organisation économique, voire politique et militaire, qui ferait faire un grand pas dans la voie de l'union et donc de la prospérité et de la paix;
- coordonner les systèmes douaniers et proposer, le cas échéant, un plan de rationalisation de la production européenne et une organisation cohérente des marchés européens et extra-européens;
- favoriser l'harmonisation des progrès sociaux et la circulation des hommes et des idées;
- aboutir à l'élaboration d'une Constitution fédérale des nations européennes.

Toutes les perspectives européennes étaient déjà contenues dans ces différents textes. Le rapport fut finalement approuvé par vingt et une voix contre six et une abstention.

Le congrès de La Haye de 1948

Convoqué par le Comité international de coordination des mouvements pour l'unité européenne (Cimue), ce congrès a été un acte de solidarité des différents mouvements européens nés après la guerre. Il s'est déroulé du 7 au 10 mai 1948.

Churchill, dans son fameux discours de Fulton sur le « rideau de fer », en mars 1946, puis à Zurich, en septembre 1946, avait exprimé le vœu que l'on résiste à la pression soviétique et que l'on prépare l'avenir de l'Europe. Il ne faut pas en effet oublier le contexte de la guerre froide, qui rendait indispensable des initiatives d'envergure : en février 1948 avait eu lieu le Coup de Prague, la République populaire de Corée du Nord venait d'être proclamée, le schisme soviéto-yougoslave était sur le point d'éclater publiquement et le blocus de Berlin allait commencer en juin.

L'objectif était de démontrer l'existence d'un courant d'opinion en faveur de l'unité européenne, de discuter des problèmes posés par la réalisation de cette unité et de proposer aux gouvernements des réalisations concrètes. Huit cents personnalités assistèrent au congrès de La Haye : hommes d'État, parlementaires, ecclésiastiques de toutes confessions, industriels, dirigeants syndicaux, économistes, universitaires, écrivains, savants, artistes, etc. Jamais - depuis les belles heures de la Société des Nations - on ne vit ainsi réunis autant de responsables européens, qui s'étaient déplacés pour la plupart à titre personnel. On comptait douze anciens présidents du Conseil, soixante ministres, deux cents parlementaires. Étaient présents Winston Churchill, Harold Macmillan, Paul Ramadier, Paul Reynaud, Jacques Chaban-Delmas, Pierre Bourdan, François Mitterrand, Bertrand Russell, Ignazio Silone, Altiero Spinelli, Konrad Adenauer et Walter Hallstein, et de nombreux hommes déjà célèbres, mais aussi des personnalités peu connues qui allaient le devenir.

La première séance du congrès eut lieu en présence de la princesse Juliana des Pays-Bas - la reine Wilhelmine devait annoncer son abdication le 12 mai et la princesse Juliana prêter serment le 6 septembre. Les travaux commencèrent par un grand discours de Winston Churchill et se déroulèrent au sein de trois commissions : une commission politique présidée par Paul Ramadier (avec René Courtin et R. W. G. Mackay comme rapporteurs), une commission économique et sociale présidée par Paul Van Zeeland (avec Daniel Serruys et lord Layton comme rapporteurs) et une commission culturelle confiée à Salvador de Madariaga avec Denis de Rougemont pour rapporteur. Chaque commission élaborait une résolution finale et un Message aux Européens fut adopté par acclamation.

« L'Europe est menacée, l'Europe est divisée, et la plus grave menace vient de ses divisions [...], elle marche à sa fin. L'heure est venue d'entreprendre une action qui soit à la mesure du danger. Nous voulons une Europe unie, rendue dans toute son étendue à la libre circulation des hommes, des idées et des biens. Nous voulons une charte des droits de l'homme, garantissant les libertés de pensée, de réunion et d'expression, ainsi que le libre exercice de l'opposition politique. Nous voulons une cour de justice capable d'appliquer les sanctions nécessaires pour que soit respectée la charte. Nous voulons une assemblée européenne, où soient représentées les forces vives de toutes nos nations. Et nous prenons de bonne foi l'engagement d'appuyer de tous nos efforts, dans nos foyers et en public, dans nos partis, dans nos églises, dans nos milieux professionnels et syndicaux, les hommes et les gouvernements qui travaillent à cette œuvre de salut public, suprême chance de la paix et gage d'un grand avenir pour cette génération et celles qui la suivront ».

Le congrès de La Haye n'a malheureusement pas atteint tous les objectifs que s'étaient fixés les plus ardents partisans de l'unité européenne. Paul Reynaud et moi-même avions proposé la convocation immédiate d'un Parlement européen élu au suffrage universel à raison d'un représentant pour un million d'habitants. La grande majorité des congressistes repoussa ce projet. Les discussions avaient surtout opposé unionistes et fédéralistes. Les premiers, groupés autour des Britanniques, espéraient arriver à l'union de l'Europe par le développement des accords multilatéraux alors que les seconds, entraînés par la majorité des Français, demandaient l'instauration d'un véritable transfert des souverainetés nationales vers des organismes fédéraux de direction. A cela s'ajoutait le fait que les États à faible population redoutaient d'être marginalisés. Paul Ramadier lui-même était hostile à notre proposition.

Toutes ces réticences se traduisirent dans la résolution finale par la mention d'une assemblée européenne délibérative, ce qui laissait présager les résistances unionistes ultérieures.

L'importance rétrospective des décisions prises mérite que l'on rappelle l'essentiel de la résolution politique :

- « 1. Le moment est venu pour les nations européennes de se préparer à mettre en commun une partie de leurs droits souverains.
2. L'intégration de l'Allemagne dans le cadre plus large d'une Europe unie peut seule résoudre les problèmes économiques et militaires que comporte la question allemande.
3. Une assemblée européenne délibérative, composée de représentants désignés par les Parlements, doit être rapidement créée. Ses fonctions consisteront à discuter toutes les questions d'intérêt commun et à définir à

titre consultatif les mesures qui permettront de réaliser progressivement l'intégration économique et politique de l'Europe.

4. Une charte des droits de l'homme sera rédigée et devra être adoptée par toutes les nations désireuses de participer à l'Union européenne.
5. Une cour suprême de justice, disposant de sanctions appropriées, sera instituée pour faire respecter la charte.
6. La création d'une Europe unie ne sera pas considérée comme un objectif final, mais comme une étape vers l'établissement ultérieur d'une unité mondiale ».

Le congrès de La Haye se traduit néanmoins par des résultats incontestables. Il avait marqué une volonté d'agir en commun. Il avait été un formidable forum des idées européennes. Concrètement, il préparait la naissance du Mouvement européen qui fut créé le 25 octobre 1948 à Bruxelles, sous la présidence d'honneur de Winston Churchill, Léon Blum - remplacé ultérieurement par Robert Schuman - et Paul-Henri Spaak.

Le congrès de Bruxelles de février 1949, ceux de Westminster en avril, de Lausanne en décembre furent les étapes principales d'un Mouvement européen qui s'efforçait d'accélérer un processus de prise de conscience. Malgré les réticences internes et externes aux Etats européens, le Conseil de l'Europe naquit en mai 1949 et tint sa première réunion en août de la même année.

Cinquante ans après : le congrès de La Haye de mai 1998

C'est donc cet événement fondateur de La Haye dont le Mouvement européen a tenu à célébrer le cinquantenaire en mai 1998. Événement fondateur, car ses retombées durent encore. Il fallut certes attendre vingt-cinq ans pour que le suffrage universel soit adopté pour désigner les représentants des Européens au Parlement de Strasbourg. Mais, entre-temps, l'Europe économique avait été construite, avec la Communauté européenne du charbon et de l'acier, l'Euratom, le Marché commun, les structures et la législation européennes. Demain, l'euro permettra de doter l'Union européenne d'une arme efficace. Le Mouvement européen - désormais présidé par l'ancien Premier ministre portugais Mario Soares, signe de l'élargissement de l'Europe initiale des Six - joue toujours son rôle de stimulant et d'aiguillon, il a récemment souligné avec force que l'élargissement de l'Union et le passage à la monnaie unique ne remplaceront pas la réflexion sur les objectifs et les structures de l'Union européenne.

Cinquante ans après, le Mouvement européen a donc pris l'initiative de renouveler, au même endroit, les manifestations de mai 1948. Le 8 mai, a eu lieu une grande séance de réflexion sur l'avenir de la société européenne, en présence de milliers de délégués et notamment de nombreux jeunes. Le lendemain, nous célébrions en présence de la reine Beatrix des Pays-Bas le congrès de 1948. Puis fut inaugurée dans la salle historique des Chevaliers, le Ridderzaal, une plaque commémorative. L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors et l'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing participaient à ces manifestations. Malheureusement, seuls quelques très rares congressistes de 1948 pouvaient encore être présents : avec deux collègues étrangers, j'étais le seul des parlementaires de 1948. Durant cette commémoration, j'évoquais les longues heures passées, cinquante ans plus tôt, au sein de la commission politique, aux côtés de Paul Reynaud et de Pierre-Olivier Lapie, de Félix Gaillard et de Paul Ramadier; nos déjeuners avec Jacques Rueff, place du Ridderzaal, et nos visites dans les musées, lors des rares instants où nos travaux nous le permettaient; je me remémorais enfin l'étincelant discours de Churchill pour l'ouverture du congrès dans cette salle, auquel celui de Valéry Giscard d'Estaing faisait écho, cinquante ans après. Mais la nostalgie ne sied pas à une manifestation qui était intitulée « Construisons ensemble l'Europe du XXI^e siècle » et dont les jeunes organisateurs cette année étaient animés par la même foi que celle qui nous habitait en 1948.

L'Europe qui s'est bâtie est sans doute bien différente de celle que nous imaginions. De six, nous sommes passés à douze puis à quinze. Demain, nous serons plus nombreux encore. C'est le signe d'une Europe pacifiée en voie de réunification. Cette Europe est également différente de nos projets puisqu'elle a

commencé par l'économie et qu'elle ne débouche que lentement sur la politique. Peu importe : après un demi-siècle, l'Europe des esprits et des peuples est en train de réussir.